

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-TROISIÈME SESSION

Documents officiels*

QUATRIÈME COMMISSION
13e séance
tenue le
mardi 25 octobre 1988
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13e SEANCE

Président : M. PETERS (Saint-Vincent-et-Grenadines)

SOMMAIRE

DEMANDES D'AUDITION

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (Territoires non couverts au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE (suite)

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/43/SR.13
22 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

DEMANDES D'AUDITION

1. Le PRESIDENT appelle l'attention sur trois communications contenant des demandes d'audition relatives aux îles Falkland (Malvinas) (A/C.4/43/9 et Add.1 et 2). S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Comité souhaite donner droit aux demandes en question.

2. Il en est ainsi décidé.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (Territoires non couverts au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/43/23 (Parties IV et VI), 226, 671, 680* (nouveau tirage); A/C.4/43/L.2, L.6, L.7; A/AC.109/934 à 936, 937 et Corr.1, 938 à 941, 942 et Corr.1, 943, 944 et Corr.1, 945 et Add. 1 et 2, 946 à 950, 952 et Corr.1, 953 à 957, 959, 963 et 964)

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite) (A/43/23 (Partie IV), 219, 226, 658; A/C.4/43/L.7)

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/43/23 (Partie IV), 355 et Add.1 à 3, A/C.4/43/L.7; A/AC.109/L.1665; E/1988/81)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite) (A/43/3 (chap. I et VI), 226)

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE (suite) (A/43/681; A/C.4/43/L.3 et L.7)

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/43/677; A/C.4/43/L.4 et L.7)

Débat général (suite)

3. Mme KING-ROUSSEAU (Trinité-et-Tobago) fait preuve d'un optimisme prudent en ce qui concerne l'évolution de la situation dans le Sud-Ouest africain à la veille de l'application si longtemps attendue du plan pour l'indépendance de la Namibie conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Son appréhension est cependant fondée, compte tenu de politiques trompeuses et obstructionnistes ionnistes pratiquées au fil des ans par le régime de Pretoria et au traitement brutal auquel il soumet le peuple namibien. Tout doit être mis en oeuvre pour tourner la dernière page de cette tragédie que vit l'Afrique australe.

(Mme King-Rousseau, Trinité-et-Tobago)

4. S'agissant de la question du Sahara occidental, la délégation de Trinité-et-Tobago se félicite du fait que le Maroc et le Front populaire pour la libération de Saguia el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO) aient donné leur accord à un plan de paix pour le territoire. Il convient bien entendu que les deux parties respectent fidèlement les termes de l'accord et coopèrent totalement avec le Représentant spécial pour le Sahara occidental.

5. Une fois réglées les questions de Namibie et du Sahara occidental, le reste des territoires non autonomes, à l'exception de deux d'entre eux, seront tous de petits pays insulaires en développement. Cela constitue un nouveau défi pour l'Organisation dans la mesure où il faudra faire preuve d'innovation et de souplesse dans la nouvelle phase de décolonisation. Les petits pays en développement insulaires sont particulièrement vulnérables devant certaines menaces telles que les catastrophes naturelles, l'utilisation déplorable de ces îles par certains pays industrialisés, en particulier dans les Caraïbes, comme dépotoirs de déchets toxiques et lieux de trafic de stupéfiants. Les Bermudes, les îles Turques et Caïques, et les îles Caïmanes sont particulièrement touchées par ces problèmes.

6. Les petits territoires insulaires sous tutelle des Caraïbes et du Pacifique ne peuvent se payer le luxe de se leurrer. Le caractère limité de leurs ressources humaines, naturelles et financières les rend inévitablement tributaires de ressources financières et techniques extérieures. Il convient toutefois de prendre des mesures de sauvegarde appropriées pour que les avantages tirés de ces relations inégales ne soient pas contraires aux objectifs de développement à long terme de ces territoires.

7. Par ailleurs, les petites colonies rencontrent bien entendu des problèmes qui tiennent moins à leur petite taille qu'à leur situation coloniale. L'incapacité du Gouvernement territorial des Bermudes de prendre contre l'Afrique du Sud des sanctions plus fortes que celles imposées par la Puissance administrante en constitue une illustration, une autre étant la poursuite de la vente des bonnes terres des îles Caïmanes à des étrangers et le contrôle exercé par des étrangers sur les propriétés et la mise en valeur des terres dans ce territoire. Lorsqu'un gouvernement territorial essaie de contrôler des domaines qu'il estime devoir relever de sa juridiction, comme c'est le cas dans les îles Vierges américaines où les autorités cherchent à contrôler l'immigration, l'Organisation des Nations Unies devrait se pencher sur la question en tenant compte des préoccupations des peuples non autonomes. La Commission doit continuer de rechercher les moyens de donner corps au principe selon lequel la taille d'un territoire, sa situation géographique, l'importance de sa population et le caractère limité de ses ressources naturelles ne doivent en aucune manière retarder l'application de la Déclaration sur la décolonisation.

8. M. TEO (Singapour) fait remarquer qu'après la seconde guerre mondiale, 750 millions de personnes vivaient sous le régime colonial tandis qu'aujourd'hui, 3 millions de personnes seulement peuvent être considérées comme des sujets coloniaux, ce qui témoigne de la réussite incontestable de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Un nouveau courant de détente

(M. Teo, Singapour)

et de dialogue a traversé le monde entier et a ouvert la voie à une nouvelle phase de décolonisation. L'évolution récente de la situation, notamment à l'issue des pourparlers quadripartites, permet de croire à l'indépendance imminente de la Namibie. Dans d'autres cas également, notamment en Nouvelle-Calédonie, les négociations, les consultations régionales ou les actions de médiation de l'Organisation des Nations Unies semblent porter leurs fruits.

9. Le moment est peut-être venu pour la Commission d'examiner sérieusement le rôle qu'elle aura à jouer dans les années à venir une fois que la décolonisation sera achevée. On ne peut affirmer que l'Organisation des Nations Unies a parfaitement réussi dans le domaine de la décolonisation si elle garde inchangée la Commission qui s'occupe de ces questions. Une possibilité est que le moment venu, la Commission mette fin à ses activités, ce qu'a pratiquement fait le Conseil de tutelle, ou alors examine attentivement son mandat pour déterminer si elle devrait relever de nouveaux défis. Puisqu'il est probable que la domination coloniale qui tire à sa fin réapparaisse sous des formes différentes, Singapour suggère que la Commission commence ses activités l'année prochaine par un examen des anciennes formes de colonialisme et des nouvelles formes de domination pouvant constituer en réalité des formes déguisées de colonialisme.

10. M. ORTIZ-GANDARILLAS (Bolivie), après avoir réaffirmé le soutien de son pays à tous les peuples en lutte pour la liberté et l'indépendance, en particulier en Afrique australe, constate l'évolution positive de la situation dans certains territoires. La Bolivie espère, par exemple, que les parties au conflit du Sahara occidental parviendront, grâce aux bons offices du Secrétaire général, à trouver rapidement une solution juste.

11. Toutefois, les progrès réalisés sur la voie de la décolonisation dans d'autres régions sont très lents, voire nuls. En Namibie, on assiste à une escalade de l'oppression raciste contre le vaillant peuple namibien, de la militarisation du Territoire et de l'exploitation de ses ressources humaines et naturelles. En Afrique du Sud même, des millions d'individus souffrent sous le joug du régime décadent de Pretoria qui écrase leur dignité humaine et attente à leur vie. De surcroît, ce régime déstabilise et attaque les Etats de première ligne, ce qui se traduit par un énorme problème de réfugiés en Afrique australe, des milliers de personnes fuyant le régime de Pretoria à la recherche de dignité, de paix et de liberté, pour se retrouver dans une situation où elles peuvent tout juste survivre.

12. L'Organisation des Nations Unies doit agir d'urgence pour extirper le colonialisme et l'apartheid de l'Afrique australe en apportant une assistance aux Etats de première ligne et aux mouvements de libération nationale; elle doit amener l'Afrique du Sud à se conformer à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et à se retirer immédiatement et sans condition de la Namibie. Les récents pourparlers entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud avec la médiation des Etats-Unis d'Amérique peuvent ouvrir la voie à une solution.

(M. Ortiz-Gandarillas, Bolivie)

13. La Bolivie soutient les travaux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et se félicite du rôle de plus en plus actif que joue le Secrétaire général dans la recherche d'un règlement pacifique des questions dont la Commission est saisie. Elle rend hommage aux institutions spécialisées et aux institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies et se félicite de l'oeuvre accomplie dans le cadre du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

14. M. SMITH (Royaume-Uni) dit que la décolonisation a été l'un des principaux succès remportés au cours des 40 ans dernières années et qu'elle a façonné le monde moderne. Le Royaume-Uni a joué un rôle de premier plan dans ce processus, près du tiers des Etats Membres actuels de l'Organisation des Nations Unies étant d'anciens territoires administrés par ce pays. Les territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni ne sont plus que 10 alors qu'ils étaient initialement au nombre de 43 (bien plus de la moitié du nombre total).

15. La politique du Royaume-Uni est guidée par les souhaits exprimés par les habitants de ces territoires. Son but qui, à son avis, constitue le but profond de la décolonisation, est de faire en sorte que les peuples décident eux-mêmes de leur avenir politique, que ce soit l'indépendance ou tout autre statut. Paradoxalement, certains membres de la Commission ne sont pas de cet avis et, prêtant au Gouvernement britannique certaines aspirations colonialistes démodées, laissent entendre que le processus d'autodétermination ne peut déboucher que sur l'indépendance. Rien n'est moins vrai. Les populations des territoires dépendant de la Grande-Bretagne ont conservé leurs liens parce que tel était leur souhait. Il n'existe pas de formule type concernant la décolonisation dans un territoire non autonome et la Commission ne devrait pas chercher à en imposer une.

16. Certains intervenants ont également laissé entendre que le Royaume-Uni n'avait pas respecté l'obligation qui lui incombe en vertu de la Charte de promouvoir le progrès économique, social et éducationnel des populations des territoires en question. Cela est tout aussi inexact. Le Gouvernement britannique prend très au sérieux les obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 73 et a, à cet égard, procédé récemment à un examen de sa politique vis-à-vis de ses cinq territoires dépendants des Caraïbes et des Bermudes, pour arriver à la conclusion qu'il ne les incitera pas nécessairement à accéder à l'indépendance mais qu'il demeure disposé à réagir positivement lorsque le peuple concerné exprime clairement et de manière constitutionnelle le souhait d'accéder à l'indépendance.

17. Le Royaume-Uni applique un certain nombre de mesures administratives destinées à assurer le développement économique et social de ces territoires dont les besoins raisonnables seront satisfaits en priorité sur les fonds qu'il consacre à l'aide. Etant également responsable des relations extérieures, de la défense et de la sécurité des territoires, il a, en coopération avec le Gouvernement des Etats-Unis et d'autres gouvernements de la région, considérablement renforcé les moyens de défense de ses territoires des Caraïbes contre la grave menace que constituent le trafic des stupéfiants et les problèmes connexes.

/...

(M. Smith, Royaume-Uni)

18. Les peuples de la plupart des territoires non autonomes relevant du Royaume-Uni jouissent déjà d'un certain degré d'autonomie, conformément à leur souhait. Pour les autres, notamment les peuples de Namibie, du Sahara occidental ou de Nouvelle-Calédonie, une solution paraît en vue. La Commission et son organe subsidiaire, le Comité spécial, n'ont malheureusement pas réussi à s'adapter à l'évolution de la situation. Au lieu d'adopter une approche pragmatique et souple en ce qui concerne les autres territoires dépendants, ils cherchent à leur imposer un moule idéologique préétabli. Chaque année, le Comité spécial et ses sous-comités, puis la Quatrième Commission, consacrent des heures interminables à des débats répétitifs et souvent oiseux qui débouchent inévitablement sur les mêmes résolutions rebattues, au détriment du prestige et de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

19. M. NUGUEIRA BATISTA (Brésil) dit qu'en dépit du rôle considérable joué par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, le colonialisme persiste dans un petit nombre de territoires, et que l'ONU ne doit pas relâcher ses efforts visant à assurer l'exercice du droit de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance.

20. Le Brésil attache une grande importance à l'examen de la situation dans les territoires non autonomes auquel procède chaque année le Comité spécial de la décolonisation. Cet examen permettra d'assurer les conditions préalables pour que les peuples de ces territoires puissent manifester un intérêt réel à la réalisation de leurs objectifs nationaux.

21. La délégation brésilienne note avec satisfaction que, contrairement aux années précédentes, les travaux de la Quatrième Commission ont été moins rhétoriques, plus objectifs et plus efficaces.

22. Il faut espérer que l'atmosphère de dialogue constructif et de relâchement de la tension entre les superpuissances, ainsi que les perspectives prometteuses de règlement d'un certain nombre de crises régionales pourraient aider à mettre rapidement fin aux derniers vestiges du colonialisme, notamment en Namibie où les différences idéologiques et les intérêts stratégiques ont longtemps été utilisés comme prétextes pour refuser d'accorder l'indépendance à ce territoire. Le Brésil suit avec intérêt les pourparlers entre l'Angola, Cuba, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis d'Amérique en vue de trouver une solution au conflit du Sud-Ouest africain et assurer l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Le Brésil a souligné la nécessité de respecter strictement l'intégrité territoriale de l'Angola et de mettre fin immédiatement à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud.

23. Le Gouvernement brésilien se félicite du rétablissement du dialogue en Nouvelle-Calédonie et félicite le Gouvernement français d'avoir réussi à faire accepter aux deux principales parties en présence dans le territoire l'accord du 20 août 1988 et d'avoir prévu des mesures pour assurer l'indépendance économique et sociale de la Nouvelle-Calédonie.

(M. Nogueira Batista, Brésil)

24. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Brésil s'est félicité du fait que le Royaume du Maroc et le Front Polisario ont accepté en principe les propositions de paix formulées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Son gouvernement a voté en faveur de la résolution 621 (1988) du Conseil de sécurité autorisant le Secrétaire général à nommer un représentant spécial pour le Sahara occidental et lui demandant de faire rapport sur la tenue d'un référendum. Le Brésil encourage le Secrétaire général à poursuivre sa mission de bons offices, en coopération avec l'OUA, pour défendre le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément à la résolution 40/50 de l'Assemblée générale. Il faut espérer que les parties au conflit continueront de faire preuve de la volonté d'oublier leurs différends et de parvenir à une solution pacifique et durable.

25. La responsabilité de préparer les territoires non autonomes à une existence politiquement et économiquement viable incombe certes aux puissances administrantes mais l'ONU, ses institutions spécialisées et ses Etats Membres doivent aussi contribuer à cette tâche. Le Brésil se propose de maintenir et, dans la mesure du possible, d'accroître sa contribution, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la formation. C'est fidèle à ces objectifs que la délégation brésilienne a traditionnellement parrainé les résolutions relatives au programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, qui constitue un moyen efficace de préparer la future administration d'une Namibie indépendante et d'une Afrique du Sud pluraliste, démocratique et libérée du racisme, et qu'elle a appuyé les résolutions relatives aux moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes.

26. Le PRESIDENT annonce que la Commission a terminé le débat général sur les questions dont elle était saisie.

Droits de réponse

27. M. TADESSE (Ethiopie) prenant la parole en sa qualité de président du Comité spécial de la décolonisation et répondant au représentant du Royaume-Uni, rappelle que l'Assemblée générale a maintes fois souligné qu'il était absolument nécessaire, premièrement que les puissances administrantes et les représentants des peuples des territoires concernés participent aux débats pertinents des organes de l'Organisation des Nations Unies; deuxièmement, d'envoyer des missions de visite de l'ONU dans ces territoires afin de prendre directement connaissance des aspirations véritables des habitants et, troisièmement, d'associer l'ONU au processus d'autodétermination qui pourrait être mis en oeuvre dans ces territoires en ce qui concerne leur futur statut. L'Assemblée générale a donc demandé aux puissances administrantes intéressées de continuer à coopérer avec le Comité spécial de la décolonisation et on ne peut que réitérer les appels successifs adressés au Royaume-Uni pour qu'il réexamine sérieusement sa position afin de faciliter la tâche confiée au Comité spécial et à la Quatrième Commission.

28. Le représentant de l'Ethiopie sait gré au Royaume-Uni de s'être toujours acquitté scrupuleusement des obligations qui lui incombent au titre de l'Article 73 de la Charte mais note également que l'Assemblée générale a depuis longtemps établi

(M. Tadesse, Ethiopie)

une procédure relative à l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de ces obligations. La Quatrième Commission et le Comité spécial doivent continuer de s'acquitter des tâches spécifiques qui leur ont été confiées en vue d'examiner les informations communiquées jusqu'à ce que le territoire régi par le Chapitre XI de la Charte ne relève plus de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation agit pour le bien des populations elles-mêmes conformément à leurs aspirations librement exprimées et sans contrainte, coercition ni crainte de représailles. A cette fin, et jusqu'à ce que l'ère coloniale soit définitivement révolue, le Comité spécial est prêt à collaborer étroitement avec toutes les puissances administrantes. Le Comité spécial n'a donc pas de "moule idéologique préétabli" autre que l'autodétermination pour tous les peuples, objectif qui, il faut l'espérer, est aussi celui du Royaume-Uni.

29. M. SMITH (Royaume-Uni) répond que la délégation britannique est heureuse d'apprendre que le Comité spécial de la décolonisation examine sans préjugés idéologiques la situation des territoires inscrits à son ordre du jour et espère bien que cette nouvelle attitude se traduira dans les résolutions que le Comité spécial de la décolonisation présentera à la Quatrième Commission au cours des prochaines séances.

Projet de résolution contenu dans le document A/43/23 (Partie IV), chap. VII, par. 9 (p. 26), présenté au titre du point 108 de l'ordre du jour

30. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda,

Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

31. Par 140 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

32. Le PRESIDENT invite les délégations qui le souhaitent à expliquer leur vote.

33. M. SMITH (Royaume-Uni) fait observer que, comme les années précédentes, la délégation britannique s'est abstenue parce que le paragraphe 2 du projet de résolution laisse entendre qu'il appartient à l'Assemblée générale de décider quand un territoire non autonome est en mesure de s'administrer complètement et de relever une puissance administrante de l'obligation de communiquer des informations en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. De telles décisions doivent être laissées à ceux qui sont le mieux placés pour juger, notamment le gouvernement local du territoire intéressé et la Puissance administrante.

34. Le PRESIDENT déclare que la Commission a terminé l'examen du point 108.

Projet de résolution figurant dans le document A/43/23 (Partie IV), chap. VI, par. 17 (p. 12), présenté au titre du point 110 de l'ordre du jour

35. Le PRESIDENT déclare que la délégation israélienne a demandé que l'on procède à un vote séparé sur le mot "Israël" figurant au huitième alinéa du projet de résolution.

36. Il invite les délégations qui le souhaitent à expliquer leur vote avant le vote.

37. M. MATNAI (Israël) indique que la délégation israélienne votera contre le huitième alinéa du préambule parce qu'il désigne Israël nommément, le distinguant parmi les autres "puissances occidentales" et "d'autres pays" à propos de la prétendue collaboration économique et militaire avec Pretoria. Il s'agit là d'une ridicule déformation des faits.

38. D'après les statistiques du Fonds monétaire international (FMI), les exportations d'Israël vers l'Afrique du Sud n'ont même pas atteint 0,5 % de ses exportations totales et les importations de l'Afrique du Sud en provenance d'Israël ont été inférieures à 0,75 % de ses importations totales. Les échanges commerciaux

/...

(M. Matnai, Israël)

entre Israël et l'Afrique du Sud sont de toute évidence négligeables comparés à ceux de nombreux autres pays. Dans ce contexte, conformément à un rapport détaillé du Shipping Research Bureau de Rotterdam, les nations du Golfe ont été les principaux fournisseurs de pétrole de l'Afrique du Sud. Bien que leurs ventes de pétrole à ce pays se soient chiffrées à 10 milliards de dollars depuis 1979, la résolution les désigne seulement sous le terme de "autres pays".

39. Un nombre accru de nations d'Afrique noire reconnaissent que certains Etats tentent d'utiliser le combat légitime contre le racisme et l'apartheid pour attaquer Israël. Lier l'Afrique du Sud et Israël dans les résolutions et les discours tend à banaliser la lutte héroïque menée contre l'apartheid et toutes les autres formes de racisme. Israël continuera pour sa part d'accueillir dans ses programmes techniques et de formation un nombre toujours plus grand d'Africains noirs pour renforcer ses liens avec l'Afrique noire et accorder une plus grande attention aux représentants de la communauté noire d'Afrique australe. Israël a accueilli des centaines de responsables sud-africains noirs dans divers programmes de formation technique et professionnelle et continuera à réserver le même accueil chaleureux à d'éminents dirigeants noirs d'Afrique du Sud.

40. En votant contre l'inclusion d'"Israël" au huitième alinéa du préambule, les Etats réaffirmeront leur opposition à la pratique qui consiste à désigner nommément des Etats et donneront priorité à l'examen des véritables questions dont est saisie la Quatrième Commission.

41. M. SIGURDSSON (Islande), prenant la parole au nom des pays nordiques, dit que depuis des années ces pays appuient activement des institutions spécialisées qui s'efforcent, dans leurs domaines respectifs de compétence, d'aider ceux qui luttent pour la liberté et l'autodétermination et d'accroître l'aide humanitaire, technique et pédagogique aux peuples qui n'ont pas encore exercé leur droit à l'autodétermination. La Namibie en est un exemple typique. Les pays nordiques figurent parmi les plus généreux donateurs des programmes de l'Organisation des Nations Unies en faveur du peuple namibien, notamment le Fonds des Nations Unies pour la Namibie. Dans le nouveau programme d'action de 1988 contre l'apartheid, les pays nordiques se sont engagés à augmenter leur aide humanitaire aux réfugiés, aux mouvements de libération et aux victimes et opposants de l'apartheid ainsi qu'aux Etats de première ligne, tant directement que par l'intermédiaire d'institutions spécialisées et d'autres organes et organismes des Nations Unies.

42. Les prêts du FMI à l'Afrique du Sud devraient être découragés, sans préjudice des statuts du Fonds monétaire international, aussi longtemps que subsistera le système d'apartheid.

43. Bien que certaines des affirmations avancées dans le projet de résolution aient été adoucies par rapport aux années précédentes, les pays nordiques déplorent les formules exagérées et inexactes qu'elle contient et en conséquence s'abstiendront. Les pays nordiques désapprouvent la pratique qui consiste à faire passer un pays ou un groupe de pays comme responsable de la politique suivie par l'Afrique du Sud et sont opposés à l'inclusion de paragraphes non pertinents. Par ailleurs, il doit être tenu compte des statuts des institutions spécialisées et ces organismes doivent conserver leur caractère universel.

44. M. ARNOUSS (République arabe syrienne) dit que la mention d'Israël dans le préambule est justifiée, la collaboration économique et militaire entre Israël et l'Afrique du Sud ayant encouragé l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste sud-africain en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Israël a été désigné expressément en raison des analogies frappantes qui existent entre les politiques des deux régimes. Dans ce contexte, il est important de noter que le Comité spécial contre l'apartheid étudie la question de la collaboration entre ces deux régimes racistes.

45. En 1987, les médias internationaux ont révélé que les échanges commerciaux entre Israël et l'Afrique du Sud atteignaient entre 500 et 800 millions de dollars, chiffres qui ne figurent pas dans les statistiques du FMI. En mars 1988, un journal britannique a signalé que 600 conseillers israéliens aidaient le régime raciste sud-africain dans sa guerre contre l'Angola et entraînaient depuis 1976 les forces de l'UNITA. Les pays non alignés ont récemment condamné de telles actions et, pour sa part, la Syrie a l'intention de voter pour que l'on maintienne la référence à Israël au huitième alinéa du préambule.

46. M. SMITH (Royaume-Uni) indique que la délégation britannique votera contre le projet de résolution parce qu'il est libellé dans des termes contestables, qui n'apportent rien d'utile et sans rapport avec le rôle des institutions spécialisées dans le domaine du développement. C'est un exemple classique de ces résolutions rebattues et trop longues auxquelles la délégation britannique s'est référée précédemment.

47. Les institutions spécialisées ont un rôle important et soigneusement défini à jouer, ce dont on ne se douterait pas à lire ce projet de résolution où il n'est indiqué qu'incidemment que les institutions spécialisées ont pour tâche d'apporter leur concours au développement économique et social. Au lieu de cela, il s'appesantit sur des considérations d'ordre purement politique, notamment l'Afrique du Sud et la Namibie, d'où sa faiblesse fondamentale.

48. Par ailleurs, le projet de résolution laisse supposer, ce qui est inacceptable, que l'Assemblée générale a le pouvoir de donner des instructions aux institutions spécialisées et plus particulièrement aux organismes financiers internationaux, alors qu'il s'agit d'organismes autonomes dotés de leurs propres statuts et systèmes de financement. Il est essentiel que l'autonomie de ces organismes soit respectée si l'on veut que leurs décisions soient prises sur la base des vues exprimées par leurs propres organes directeurs, compte tenu des priorités du programme et de l'allocation de ressources limitées plutôt que sur la base de convenances politiques.

49. Il serait temps que la Commission élabore une résolution sur le rôle crucial de la Banque mondiale et du FMI dans le développement international. Le projet de résolution dont la Commission est saisie ne fait que détourner les institutions spécialisées de leur tâche urgente et n'est donc guère susceptible de produire des résultats positifs.

50. M. KAGAMI (Japon) dit que chaque institution spécialisée devrait être encouragée à prendre des mesures efficaces et appropriées en rapport avec ses fonctions spécifiques, en vue de réaliser l'autodétermination et l'indépendance des territoires coloniaux. C'est à chaque institution spécialisée qu'il appartient cependant de décider des mesures à prendre étant donné que chacune d'elles a son domaine de compétence bien déterminé dans lequel l'Assemblée générale ne peut intervenir. Il est regrettable que certains paragraphes du projet de résolution donnent des directives spécifiques aux institutions spécialisées, ne tenant aucun compte du principe de l'universalité qui caractérise la composition des membres de ces institutions.

51. Ainsi qu'il l'a clairement indiqué dans le passé, le Japon ne peut accepter que l'on mette un pays ou un groupe de pays au pilori et il s'abstiendra par conséquent lors du vote.

52. M. van der Lugt (Pays-Bas) déclare que sa délégation ne peut appuyer toutes les dispositions du projet de résolution et devra donc s'abstenir lors du vote. Elle rejette les tentatives faites dans le dix-neuvième alinéa du préambule et dans le paragraphe 8 du dispositif pour politiser le FMI et la Banque mondiale et ne peut accepter les critiques injustifiées formulées à l'encontre de ces institutions.

53. Pour ce qui est des prétendues relations de la Banque mondiale avec l'Afrique du Sud, le représentant de cet organisme a précisé à la Commission qu'aucun prêt n'avait été accordé par la Banque mondiale à l'Afrique du Sud depuis 1966 et que tous ceux qui avaient été consentis auparavant avaient été remboursés avant cette date.

54. La délégation néerlandaise s'oppose à ce qu'un pays ou un groupe de pays soit désigné nommément dans le préambule. En fait, pratiquement tous les pays occidentaux, y compris le pays en question, ont pris des mesures pour renforcer les pressions économiques sur l'Afrique du Sud.

55. Les Pays-Bas ont toujours soutenu le droit du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance, sans retard ni condition préalable, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et souligné le rôle prééminent joué par la South West Africa People's Organization (SWAPO) dans le processus d'indépendance de la Namibie. Toutefois, tant que des élections libres n'auront pas eu lieu en Namibie et que les perspectives de telles élections ne se seront pas améliorées, aucun groupe ou organisation politique ne peut prétendre être le seul et authentique représentant du peuple namibien.

56. La délégation néerlandaise demande au Comité spécial de la décolonisation d'examiner la possibilité d'élaborer un projet de résolution plus cohérent et plus concis sur cette question, à la prochaine session de l'Assemblée générale. Bien que trois paragraphes aient été supprimés, ce texte pourrait encore être nettement amélioré.

57. M. BARILLARO (Italie) dit que sa délégation apprécie à sa juste valeur la contribution des institutions spécialisées à la décolonisation. Cependant, le projet de résolution à l'examen soulève des questions et contient des formules qui ont peu de rapport avec le problème examiné et semblent avoir pour seul but d'empêcher un consensus; de plus, il ne tient pas dûment compte des fonctions confiées aux institutions spécialisées et ne respecte pas l'autonomie de celles-ci. Or, toute réduction de cette autonomie porterait atteinte à l'efficacité de l'aide économique qu'elle dispensent. Enfin, l'Italie ne peut accepter que certains pays ou groupes de pays soient rendus responsables de la politique appliquée par d'autres gouvernements. Pour cette raison, l'Italie s'abstiendra lors du vote.

58. Il est procédé à un vote enregistré sur le huitième alinéa du préambule du projet de résolution figurant dans le document A/43/23 (Partie IV, chap. VI, par. 17).

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Belgique, Belize, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Grèce, Honduras, Iles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Luxembourg, Malawi, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Suède, Uruguay, Zaïre.

S'abstiennent : Argentine, Bahamas, Barbade, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cameroun, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Lesotho, Libéria, Mexique, Népal, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République centrafricaine, Singapour, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Turquie, Venezuela.

59. Par 72 voix contre 38, avec 29 abstentions, le mot "Israël" dans le huitième alinéa du préambule du projet de résolution est maintenu.

60. Il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Honduras, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

61. Par 118 voix contre 3, avec 26 abstentions, l'ensemble du projet de résolution figurant dans le document A/43/23 (Partie IV, chap. VI, par. 17) est adopté.

62. Le PRESIDENT invite les membres qui le souhaitent à expliquer leur vote après le vote.

63. Mme MILLER (Canada) déclare que sa délégation a plusieurs réserves importantes à formuler en ce qui concerne les références à des organisations internationales et à des institutions spécialisées figurant dans le projet de résolution considéré.

(Mme Miller, Canada)

Ces références mettent fâcheusement en doute l'indépendance de ces organismes et leur contribution utile à la décolonisation. Le Canada s'oppose par principe à ce genre de procédé et, à son tour, met en doute la validité des accusations constantes et systématiques portées contre les pays occidentaux au sujet du soutien à l'Afrique du Sud. Le Canada, comme toutes les nations occidentales, a pris des mesures énergiques à l'encontre du Gouvernement sud-africain, de sorte qu'un grand nombre de ces accusations sont sans fondement.

64. M. CORR (Irlande) dit que son pays a toujours reconnu l'importance des institutions spécialisées en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur la décolonisation et qu'il appuie l'idée générale du projet de résolution présenté. Toutefois, l'Irlande s'est abstenue lors du vote sur ce projet en raison des critiques qui y sont formulées à l'encontre du FMI et de la Banque mondiale, dont le statut n'est pas pris en considération.

65. M. MENAT (France) estime que le projet de résolution critique injustement le FMI et la Banque mondiale. La France tient beaucoup au principe de l'universalité et de l'indépendance des institutions spécialisées et juge indispensable que tous les Etats respectent ce principe. De plus, sa délégation fait des réserves très fermes en ce qui concerne les critiques sélectives formulées contre certains pays. En conséquence, elle a voté contre l'inclusion du mot "Israël" dans le préambule et s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble du projet.

66. M. CISTERNAS (Chili) indique que, bien que sa délégation ait voté en faveur du projet de résolution, elle fait de sérieuses réserves au sujet de certains passages qu'elle juge inappropriés, en particulier ceux qui désignent nommément un groupe de pays et se réfèrent au FMI et à la Banque mondiale. Il s'agit, en effet, d'institutions autonomes sur lesquelles l'Assemblée générale n'a pas d'autorité.

67. M. NEZERITIS (Grèce) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'elle pense que les institutions spécialisées et organisations internationales peuvent apporter une contribution importante à la décolonisation. Néanmoins, la Grèce estime qu'il n'est pas juste de nommer expressément un pays particulier et a voté contre l'inclusion du mot "Israël" dans le préambule. Bien entendu, ce vote n'affecte en rien son appui permanent et sans réserve à la lutte du peuple namibien pour l'autodétermination et l'indépendance.

68. M. BOMINA (Zaïre) déclare que, bien que sa délégation appuie d'une façon générale le texte du projet de résolution, elle a voté contre l'inclusion du mot "Israël" dans le préambule parce qu'elle pense qu'on ne doit pas désigner de cette manière un pays en particulier.

69. M. SYLVESTER (Belize) indique que, bien que sa délégation ait voté pour l'ensemble du projet de résolution, elle fait des réserves en ce qui concerne la manière dont Israël a été désigné dans le préambule, contrairement à certaines puissances occidentales et d'autres pays.

70. M. HILMI (Iraq) déclare que sa délégation a écouté avec la plus grande contrariété la déclaration verbuse et pédante faite par le représentant sioniste pour expliquer son vote avant le vote.

71. M. MATNAI (Israël), soulevant une motion d'ordre, déclare que bien qu'il soit fier d'être sioniste, Israël, comme n'importe quel autre Etat Membre, doit être appelé par son nom.

72. M. HILMI (Iraq) note que le représentant sioniste a mentionné un rapport du Shipping Research Bureau, mais qu'il n'a pas parlé d'un rapport très important publié en 1987 par le Département d'Etat des Etats-Unis et le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud, qui est un organe des Nations Unies. Il aurait également dû évoquer les rapports pertinents de la Troisième Commission qui montrent clairement que le commerce entre Israël et l'Afrique du Sud a augmenté en 1987, atteignant 268 millions de rands.

Projet de résolution A/C.4/43/L.3, présenté au titre du point 111 de l'ordre du jour

73. Le PRESIDENT indique que le Congo, le Costa Rica, le Mali, la République socialiste soviétique d'Ukraine et le Soudan se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

74. Le projet de résolution A/C.4/43/L.3 est adopté.

75. Le PRESIDENT indique que la Commission a achevé l'examen du point 111 de l'ordre du jour.

Projet de résolution A/C.4/43/L.4, présenté au titre du point 112 de l'ordre du jour

76. Le PRESIDENT déclare que le Congo, le Costa Rica et le Venezuela se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

77. Le projet de résolution A/C.4/43/L.4 est adopté.

78. Le PRESIDENT indique que la Commission a achevé l'examen du point 112 de l'ordre du jour.

Projet de résolution A/C.4/43/L.2, présenté au titre du point 18 de l'ordre du jour concernant la question du Sahara occidental

79. Mme RIVES-NIESSEL (Secrétaire du Comité spécial) déclare qu'il convient d'interpréter le paragraphe 11 du projet de résolution A/C.4/43/L.2 en tenant compte de la résolution 621 (1988) du Conseil de sécurité sur la question du Sahara occidental. A cet égard, le Secrétaire général n'est pas à même, à l'heure actuelle, d'établir les prévisions de dépenses afférentes aux activités futures de l'Organisation des Nations Unies relatives au règlement de la question du Sahara

(Mme Rives-Niessel)

occidental. Dès que les plans auront été élaborés pour ces activités, les prévisions de dépenses y afférentes seront présentées à l'Assemblée générale et les ouvertures de crédit nécessaires seront demandées conformément à la procédure en vigueur.

80. Le PRESIDENT annonce que le Congo et le Suriname se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.4/43/L.2.

81. M. KABINGA (Zambie), présentant le projet de résolution A/C.4/43/L.2, passe rapidement en revue les récents événements encourageants en ce qui concerne le Sahara occidental et appelle l'attention sur certains paragraphes du projet de résolution. Les auteurs ont conclu que le processus de bons offices conjoints a sensiblement progressé et doit être parachevé conformément à la résolution 40/50 de l'Assemblée générale. Les progrès réalisés doivent être encore consolidés, et il est à espérer que les deux parties au conflit continueront de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un règlement. L'objectif fondamental du projet de résolution est d'assurer le renouvellement du mandat du Secrétaire général dans ce processus. Le représentant de la Zambie espère que le projet de résolution recevra un très large appui.

82. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission qui le souhaitent à expliquer leur vote avant le vote.

83. M. SLAOUI (Maroc) dit que le plan de paix proposé par le Secrétaire général et le Président de l'OUA a été accepté par les parties le 30 août 1988. Le Conseil de sécurité a entériné à l'unanimité le plan de paix par sa résolution 621 (1988). Tous les éléments du plan de paix sont liés entre eux et inséparables. Le Maroc a réaffirmé sans aucune réserve ses engagements et proposé l'adoption par consensus d'un projet de résolution qui s'oriente vers la concrétisation du plan de paix des Nations Unies.

84. Le projet de résolution A/C.4/43/L.2, par contre, perturberait l'équilibre global du plan de paix et mettrait en cause la procédure indispensable pour assurer la continuité de l'oeuvre de paix entreprise. D'aucuns ont déclaré qu'un référendum n'est pas la paix, celle-ci ne pouvant être assurée qu'à travers des négociations directes sur le statut du territoire. Ceux qui ont réclamé pendant des années le référendum veulent maintenant détourner la mission de bons offices de son cours normal afin d'obtenir une légitimation a priori. Ils cherchent ainsi, par un artifice de procédure, à vider la consultation envisagée de toute signification. Qu'on ne s'y trompe pas : les négociations directes, présentées comme une question de procédure, sont en réalité une question de fond. Le Royaume du Maroc, qui est attaché à la mission de bons offices et à l'accord du 30 août 1988, ne peut participer à un vote sur un projet de résolution destiné à saper les bases de cette mission et du plan de paix.

85. M. BOMINA (Zaïre) dit que le plan de paix proposé par le Secrétaire général et le Président de l'OUA est un compromis visant à promouvoir une solution juste et durable. Ce plan a été appuyé à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Le

(M. Bomina, Zaïre)

processus de paix est donc bien engagé et la situation actuelle est favorable à l'émergence d'un climat de confiance et d'entente. La délégation zaïroise estime que la tension qui a longtemps divisé les Etats du Maghreb et l'OUA diminue grâce au plan de paix des Nations Unies.

86. Le projet de résolution A/C.4/43/L.2 semble remettre ce plan en cause. Le référendum semble être subordonné aux termes d'un projet de résolution qui demande des négociations directes. La consultation libre et démocratique des populations du Sahara occidental devrait se faire en stricte conformité avec les propositions de paix. Agir autrement serait méconnaître les efforts du Secrétaire général en vue de parvenir à un règlement juste, durable et global et remettrait en cause les décisions du Conseil de sécurité. C'est pourquoi le Zaïre, qui est d'avis qu'il serait dangereux d'amender ou de compléter le plan de paix, s'abstiendra lors du vote.

87. M. PEKURI (Finlande) dit que son pays, qui est attaché au droit des peuples à l'autodétermination, a toujours appuyé les efforts déployés en vue de parvenir à un règlement pacifique du conflit au Sahara occidental et a appuyé sans réserve l'action menée par le Secrétaire général et le Président de l'OUA pour parvenir à une solution juste et définitive. Il est regrettable que, compte tenu du processus de paix en cours, une résolution de consensus n'ait pas été présentée. Toutefois, comme le projet de résolution A/C.4/43/L.2 exprime un appui aux efforts du Président en exercice de l'OUA et du Secrétaire général et qu'un appel y est lancé aux deux parties pour qu'elles parviennent à une solution négociée, la Finlande votera pour ce projet.

88. M. ESCUDERO (Equateur) dit que sa délégation, qui respecte le droit de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes de la Charte et de la résolution 1514 (XV), votera pour le projet de résolution A/C.4/43/L.2. La considération primordiale pour l'instauration d'un règlement durable est que le peuple sahraoui puisse exercer pleinement son droit à l'autodétermination. L'application du plan de paix proposé par le Secrétaire général et le Président de l'OUA devrait aboutir à un cessez-le-feu et instaurer les conditions nécessaires à la tenue d'un référendum.

89. M. SAEMALA (Iles Salomon) dit que l'Organisation des Nations Unies a le devoir, par l'intermédiaire de la Quatrième Commission, de promouvoir la réconciliation entre les pays du Maghreb sur la base de l'expérience, de la pratique et des résolutions pertinentes de l'Organisation. Ce n'est que par le biais de négociations véritables qu'il sera possible de trouver une solution juste et durable.

90. Deux objectifs diamétralement opposés sont poursuivis. Pour certains, le principal objectif du processus de paix est la tenue de négociations directes entre le Maroc et le Front POLISARIO. Pour d'autres, il est d'instaurer les conditions nécessaires à un cessez-le-feu ainsi qu'à un référendum organisé et supervisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec l'OUA. Toute négociation

(M. Saemala, Iles Salomon)

directe laisserait supposer que la question de la représentation des parties au conflit a été réglée, ce qui n'est pas le cas. En outre, les négociations indirectes sont une procédure normale et acceptée sur le plan international pourvu qu'elles soient menées par un médiateur indépendant et impartial bénéficiant de l'appui des parties concernées. Les pourparlers entamés en 1985 se sont révélés utiles puisque les parties ont accepté les propositions de paix.

91. La délégation des Iles Salomon considère que le processus de paix engagé sur la base du plan de paix et de la résolution 621 (1988) du Conseil de sécurité constitue un pas en avant vers un règlement pacifique, juste et durable. Les Iles Salomon ont parrainé antérieurement des projets de résolution relatifs au Sahara occidental compte tenu de leur attachement au principe de l'autodétermination, sans entrer dans le problème de la reconnaissance d'un groupe politique ou d'un autre au Sahara occidental. Le Gouvernement des Iles Salomon a pour politique, en ce qui concerne la question de la reconnaissance, de reconnaître des Etats. C'est pourquoi les Iles Salomon s'abstiendront lors du vote sur le projet de résolution A/C.4/43/L.2.

92. M. ENGO (Cameroun) dit que la Commission ne doit pas se décourager dans sa recherche d'un règlement pacifique des différends. La délégation camerounaise est toutefois découragée de voir que l'action du Secrétaire général, appuyée par le Conseil de sécurité et les peuples d'Afrique, n'a pas été bien accueillie par tous. Il n'a pas été possible, faute de temps, d'organiser des consultations valables entre toutes les parties au conflit.

93. Le représentant du Cameroun comprend la position de ceux qui sont en faveur d'un texte de consensus, parce que l'harmonie est l'essence même de l'Organisation des Nations Unies. Il ne faut cependant pas que l'espoir d'un règlement incarné dans le projet de résolution soit anéanti. Le Cameroun appuie le projet de résolution dans sa forme actuelle, faute d'un meilleur texte qui exprimerait cet espoir.

94. Le représentant du Cameroun ne doute pas que toutes les parties poursuivront leurs efforts pour parvenir à une conclusion rapide de ce conflit entre frères africains. Malgré des objections insistantes qui pourraient bien s'avérer être purement de forme, le Cameroun est encouragé par la volonté politique manifestée par les principales parties au conflit sur les questions de fond. Il continuera de ne ménager aucun effort pour réaliser la paix en Afrique.

95. M. BORG OLIVIER (Malte) dit que son gouvernement a toujours appuyé toutes les résolutions et tous les efforts constructifs visant un règlement pacifique au Sahara occidental et qu'elle continuera de le faire. Malte regrette qu'il n'ait pas été possible de rédiger un texte de consensus acceptable par les parties concernées. En outre, comme le Secrétaire général et son représentant spécial abordent une phase cruciale des négociations, la meilleure manière de contribuer aux efforts de paix en cours est de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution.

96. M. DELLIMORE (Saint-Vincent-et-Grenadines) tient à souligner l'importance du projet de résolution A/C.4/43/L.2 et la difficulté du vote sur ce projet. Le texte encourage les initiatives du Secrétaire général et du Président de l'OUA, car il est pris note des progrès réalisés. Toutefois, des négociations directes sont également demandées, ce que l'une des parties considère comme inacceptable. Le projet de résolution risque donc de faire aller à vau-l'eau les efforts de paix du Secrétaire général. Il aurait dû contenir une mention concernant la poursuite du processus de paix engagé avec succès par le Secrétaire général, et non chercher à réduire le rôle du Secrétaire général à celui d'un simple messenger dont l'objectif principal serait de convaincre les parties de négocier face à face, car tel n'est pas son mandat. Le rôle du Secrétaire général est de permettre au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre d'un référendum libre et équitable. Etant donné que la mise en oeuvre du plan de paix conçu par le Secrétaire général en est à un stade avancé, appuyer le projet de résolution reviendrait à annuler les récents succès et à tout recommencer à zéro. La délégation de Saint-Vincent-et-Grenadines se demande pourquoi la communauté internationale devrait s'écarter de ce plan qui semble réussir et qui constitue un fragile équilibre d'éléments essentiels sur la base d'une analyse minutieuse des positions des deux parties.

97. Le projet de résolution ne tient pas compte de l'évolution positive de la situation, et son adoption serait un grave revers que la communauté internationale peut difficilement se permettre.

98. M. MUDHO (Kenya) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution, qui est tout à fait compatible avec le plan de paix du Secrétaire général.

99. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.4/43/L.2.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Congo, Cuba, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Suède, Suriname, Tchécoslovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Bahreïn, Belgique, Birmanie, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Haïti, Iles Salomon, Indonésie, Iraq, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Libéria, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Népal, Niger, Oman, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Thaïlande, Turquie, Zaïre.

100. Par 87 voix contre zéro, avec 53 abstentions, le projet de résolution est adopté.

101. Le PRESIDENT invite les membres qui le souhaitent à expliquer leur vote après le vote.

102. M. TROLLE (Suède) dit qu'il faut que le droit à l'autodétermination constitue le principe directeur suprême au Sahara occidental. La récente acceptation de principe des propositions de paix du Secrétaire général est un premier pas important vers une solution pacifique et durable à des conditions acceptables pour les deux parties et pour la communauté internationale.

103. La Suède a voté pour le projet de résolution, qui fait référence aussi bien aux importants principes directeurs du règlement qu'aux efforts de négociation entrepris. Elle regrette cependant que son texte ne reflète pas pleinement les importants progrès déjà accomplis et n'appuie pas plus énergiquement le Secrétaire général. La Suède aurait par ailleurs préféré un texte consensuel. Elle partage l'espoir que le Secrétaire général exprime dans son rapport, à savoir que durant la partie restante du processus de paix les deux parties continueront à manifester la volonté politique nécessaire à la mise en application prochaine et fructueuse de la résolution.

104. M. CORR (Irlande) précise que sa délégation, bien qu'elle eût préféré que la question du Sahara occidental soit abordée dans un esprit consensuel, a approuvé le projet de résolution parce que l'Irlande appuie sans réserve le droit des populations du Sahara occidental à l'autodétermination.

105. Le Gouvernement irlandais se félicite des progrès accomplis en 1988, notamment de l'acceptation par les deux parties des propositions de paix du Secrétaire général et du Président de l'OUA. Une approche consensuelle de la question et un texte consensuel auraient été conformes à cette acceptation et à la tâche qui attend le Secrétaire général et son représentant spécial. M. Corr est convaincu que toutes les parties intéressées coopéreront à un processus qui est appelé à déboucher sur un référendum.

106. Mme WICKES (Australie) indique qu'en votant pour le projet de résolution l'Australie a surtout réaffirmé son profond attachement au droit de tous les peuples à l'autodétermination, conformément aux principes et à la pratique de l'Organisation des Nations Unies. La délégation australienne persiste toutefois à contester certains aspects du projet de résolution, notamment ceux qui pourraient préjuger de l'issue d'un acte d'autodétermination.

107. Les progrès récemment accomplis sous les auspices du Secrétaire général sont encourageants. L'Australie a confiance dans le Secrétaire général et l'appuie dans la poursuite d'une noble tâche qui exprime la raison d'être de l'Organisation : transformer, si possible, un conflit dans un territoire colonial en un processus d'évolution pacifique.

108. L'Australie engage toutes les parties au conflit à dispenser au Secrétaire général toute aide qui pourrait lui faciliter la tâche et, surtout, à faire preuve de la souplesse et de la volonté politique nécessaires pour aboutir rapidement à un règlement négocié.

109. Mme Wickes appelle l'attention sur les dispositions du paragraphe 4 du projet de résolution, relatives à des négociations directes et à la possibilité qu'une contrainte administrative ou militaire soit exercée durant le référendum. Bien que de telles dispositions figurent depuis longtemps dans les résolutions de l'ONU sur cette question, il ne faudrait pas, à ce stade délicat des négociations, les interpréter d'une manière susceptible de faire obstacle à la conclusion prochaine d'un règlement ou de circonscrire le mandat du Secrétaire général quant à la poursuite de cet objectif.

110. A un moment où des conflits jusque-là insolubles ont été réglés grâce aux bons offices du Secrétaire général, et où renaît la confiance en la capacité de l'ONU de s'acquitter de sa tâche fondamentale de maintien de la paix, il appartient à tous ceux qui ont à coeur les véritables intérêts des populations du Sahara occidental de n'épargner aucun effort pour appuyer le Secrétaire général.

111. M. AMORIN (Uruguay) rappelle que lors du vote sur de précédentes résolutions concernant le Sahara occidental, sa délégation a vivement recommandé que la Commission rende hommage aux efforts de paix du Secrétaire général et du Président de l'OUA, ce que fait de toute évidence le projet de résolution qui vient d'être adopté. L'Uruguay est convaincu que le Secrétaire général et le Président de l'OUA persévéreront dans leurs efforts et que les parties concernées appuieront sans réserve les négociations.

112. Il faut cependant regretter que malgré les progrès accomplis, il ait été impossible d'adopter une résolution par consensus. Une telle résolution aurait en effet traduit plus fidèlement les espoirs de la communauté internationale quant au processus entrepris ainsi que sa conviction que celui-ci permettra à la population du Sahara occidental d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.

113. Mme WILLBERG (Nouvelle-Zélande) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution afin de réaffirmer son appui au principe d'autodétermination et sa conviction que les populations du Sahara occidental sont en droit d'exercer, sans contrainte administrative ou militaire aucune, un acte approprié d'autodétermination sous des auspices internationaux. Le vote de la délégation néo-zélandaise est aussi la manifestation de son soutien au rôle que le Secrétaire général joue dans le règlement pacifique des différends. N'empêche, il est regrettable qu'un texte consensuel n'ait pas été adopté.

114. La délégation néo-zélandaise se félicite vivement de la manière constructive dont le Secrétaire général a exercé ses bons offices pour faciliter l'amorce d'une solution à un problème qui paraissait insoluble. La Nouvelle-Zélande prend note, en particulier, de son avis selon lequel les propositions de paix représentent un équilibre délicat d'éléments essentiels, qui ont été approuvés en principe et sur lesquels il serait souhaitable de négocier plus avant. Elle recommande à toutes les parties au différend de continuer à faire preuve de souplesse afin de permettre au Secrétaire général de mener à bien une tâche extrêmement complexe.

115. M. RIANOM (Indonésie) se dit encouragé par l'amélioration des perspectives d'un règlement au Sahara occidental sur la base des propositions de paix du Secrétaire général et du Président de l'OUA. Il est convaincu que toutes les parties au différend continueront à manifester l'esprit de conciliation et la souplesse nécessaires pour atteindre l'objectif souhaité. L'Indonésie s'est abstenue lors du vote afin de ne pas compromettre en quoi que ce soit les chances de paix, d'autant que le projet de résolution contient des éléments que les parties directement en cause n'ont pas encore approuvés.

116. M. ABE (Japon) se félicite vivement de ce qu'aussi bien le Maroc que le Front Polisario aient accepté les propositions de paix. Le Japon espère que de nouveaux progrès seront accomplis dans la recherche d'une solution et il contribuera par tous les moyens en son pouvoir à l'application du plan de paix. Dans les circonstances actuelles, il est toutefois inopportun que la Commission adopte un projet de résolution qui risque d'aborder quant au fond des questions faisant l'objet de négociations en cours. Etant donné que celles-ci viennent seulement de commencer, la plus grande circonspection s'impose. Aussi le Japon s'est-il abstenu lors du vote.

117. M. AL-SAID (Oman) précise que sa délégation s'est une fois de plus abstenue lors du vote sur le projet de résolution relatif au Sahara occidental parce que cette question concerne un pays frère. L'Oman approuve les efforts du Secrétaire général et de son représentant spécial pour trouver une solution pacifique. Il ne faut pas conclure de son abstention que sa position est favorable à l'une des parties au détriment de l'autre.

118. Mme BERTRAND (Autriche) dit que sa délégation aurait accueilli favorablement un projet de résolution faisant l'unanimité. Comme les années précédentes, l'Autriche a voté pour le projet de résolution parce qu'elle a toujours soutenu les appels lancés en faveur d'une solution pacifique des conflits par des négociations entre toutes les parties concernées.

(Mme Bertrand, Autriche)

119. Mme Bertrand regrette que malgré les progrès sensibles accomplis récemment, plusieurs questions n'aient pas encore été résolues. Aussi l'Autriche approuve-t-elle l'invitation adressée une fois de plus au Président en exercice de l'OUA et au Secrétaire général pour qu'ils poursuivent leur précieuse action en vue de faciliter un règlement négocié et durable. Elle se félicite des efforts qu'ils ont déployés et qui ont abouti à un accord de principe. L'on dispose ainsi des bases d'une solution pacifique conforme au principe d'autodétermination. L'Autriche prie instamment toutes les parties concernées de n'épargner aucun effort pour organiser un référendum équitable sous les auspices de l'ONU. Elle espère qu'une solution acceptable pour toutes les parties sera trouvée dans un proche avenir.

120. M. SAVUT (Turquie) rappelle que la Turquie a toujours été favorable à l'exercice, par les populations du Sahara occidental, de leur droit inaliénable à l'autodétermination. L'acceptation, par le Maroc et le Front Polisario des propositions de paix est un fait encourageant. La Turquie est convaincue que toutes les parties au conflit manifesteront la volonté politique nécessaire au succès de la mission du Secrétaire général. Elle s'est toutefois abstenue lors du vote parce qu'elle aurait préféré un texte consensuel qui eût véritablement contribué à une solution rapide.

121. Mme MILLER (Canada) dit qu'en s'abstenant lors du vote, le Canada a voulu confirmer sa neutralité à l'égard de ce conflit régional et manifester son intention de ne pas préjuger des solutions qui sont actuellement envisagées pour le résoudre. La délégation canadienne est extrêmement satisfaite des progrès qui ont été accomplis l'année dernière dans la recherche d'une solution pacifique et équitable. Elle félicite le Secrétaire général et le Président de l'OUA d'avoir obtenu un accord de principe. Le Canada approuve sans réserve les efforts de médiation en cours et souscrit à la résolution 621 (1988) du Conseil de sécurité. Elle se réjouit de la nomination du représentant spécial du Secrétaire général et prie instamment les parties de continuer à user des bons offices qui leur sont proposés en vue de trouver rapidement une solution pacifique.

122. M. BELLINA (Pérou) signale qu'il a voté pour le projet de résolution parce que celui-ci confirme le droit inaliénable des populations du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Pérou invite une fois de plus les parties au conflit à n'épargner aucun effort pour mettre en oeuvre le plan de paix.

123. Mme BUTON (Etats-Unis d'Amérique) dit que les Etats-Unis ont été une fois de plus déçus dans leur espoir que la Quatrième Commission serait à même d'élaborer une résolution consensuelle sur le Sahara occidental. Qui plus est, des affrontements répétés sur la question, à la Commission, ont empêché qu'une solution soit apportée à ce différend prolongé. Les efforts du Secrétaire général ont abouti à un accord de principe sur des propositions visant à organiser un référendum. Les progrès ainsi accomplis ont permis au Conseil de sécurité d'autoriser la nomination d'un représentant spécial chargé de poursuivre ce processus et de rechercher un plus ample accord entre les parties. Les Etats-Unis ont voté pour la nomination d'un représentant spécial. Le projet de résolution semble toutefois fixer des limites au mandat du Secrétaire général pour ce qui est

(Mme Buton, Etats-Unis d'Amérique)

de la poursuite de ses efforts en vue d'organiser un référendum, et va donc à l'encontre de la position du Conseil de sécurité. Alors que les perspectives d'une solution sont plus favorables que jamais, le projet de résolution ne tient pas pleinement compte de l'évolution positive intervenue en 1988. De plus, les résolutions de l'ONU ne peuvent être utiles que si toutes les parties les perçoivent comme contribuant à une solution. Or, une partie au conflit au Sahara occidental considère que le projet de résolution accorde un avantage injuste à l'autre partie.

124. Les Etats-Unis ont fait clairement comprendre qu'une solution militaire du conflit n'est ni possible ni souhaitable et qu'il faut résoudre celui-ci par le dialogue. Il est à craindre qu'une résolution agressive perturbe le climat de confiance qui est essentiel dès lors qu'il s'agit de faire des progrès en la matière. La participation active du Secrétaire général et de son représentant spécial appelle une résolution qui renforce le climat de négociation et facilite la coopération indispensable au règlement de ce vieux conflit. C'est pourquoi les Etats-Unis n'ont pas appuyé le projet de résolution et se sont abstenus lors du vote. Il importe que toutes les parties au conflit fassent en sorte que les efforts du Secrétaire général aient un maximum de chances d'aboutir. Les Etats-Unis estiment que réserve et souplesse doivent être de rigueur pendant que le Secrétaire général poursuit sa mission.

125. M. SINGH (Fidji) indique qu'il a voté pour le projet de résolution parce que, pour sa part, il appuie fermement le principe d'autodétermination. Il croit toutefois comprendre que les dispositions du paragraphe 4 relatives à des négociations directes ne conditionneront pas l'accomplissement de nouveaux progrès. Fidji prie instamment les parties concernées de coopérer pleinement avec le Secrétaire général et son représentant spécial afin de faciliter un règlement rapide, sans conditions préalables qui puissent porter atteinte au principe fondamental d'autodétermination.

126. M. CHERIF (Tunisie), bien que favorable au projet de résolution, rappelle que les propositions de paix exigent l'appui des pays du Maghreb et doivent refléter leur position. La question du Sahara occidental ne sera résolue que si les propositions de paix sont intégralement appliquées et si les parties oeuvrent d'une manière constructive, compte tenu de la gravité de la situation, en faveur de l'autodétermination des populations du Sahara occidental. La Tunisie lance un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles surmontent les obstacles qui empêchent encore les populations du Maghreb de jouir de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

La séance est levée à 13 h 40.